

## EDITO

### En Suisse, le secteur laitier s'enfonce dans la crise

**A quelques encablures de la sortie des quotas laitiers, il semble utile de scruter ce qui se passe chez nos voisins helvétiques. Le secteur laitier suisse traverse une crise importante, qui inquiète la profession des éleveurs, et les incite à se pencher à la fois sur de nouveaux modes de gestion des quantités produites ainsi que sur l'impératif d'un soutien public aux exportations. En Suisse ou ailleurs, la régulation du marché demeure une problématique d'une très grande actualité. A méditer de ce côté-ci des Alpes.**

Que se passe-t-il donc dans le secteur laitier suisse ? On savait que la sortie des quotas laitiers avait fortement perturbé l'organisation des filières et désorganisé en profondeur celle des marchés. La sortie des quotas laitiers en Suisse – les quotas furent instaurés en 1977 et abrogés en 2009 – a occasionné une série de tensions entre les acteurs des filières, tensions s'exprimant en particulier autour de la formation des prix. Les prix étaient négociés selon le principe des segments de produits (A, B, C...), dont les usages varient selon le degré de valeur ajoutée. La contractualisation fut rendue obligatoire. Depuis 2009, les prix font l'objet de tractations parfois tendues entre les producteurs et les transformateurs. Sortant des quotas, les producteurs ont augmenté les volumes de production, engendrant des prix moyens effectifs du lait souvent inférieurs aux prix indicatifs, du fait d'une capacité d'absorption du marché limitée.

La trajectoire empruntée par le secteur laitier suisse apparaissait par voie de conséquence mouvementée. A ces turbulences organisationnelles s'ajoutent désormais des contraintes monétaires. Petit rappel. La Banque nationale suisse (BNS) avait en 2011 instauré un cours plancher pour le Franc, en l'arrimant à l'€, avec pour objectif de contenir son appréciation sur le marché des changes. Il faut dire que, en raison de la crise des dettes souveraines dans la zone €, le Franc suisse avait servi de valeur refuge aux détenteurs d'actifs, dynamique de placement qui eut pour effet de faire monter la parité de la monnaie, préjudiciable aux exportateurs helvétiques. Début janvier 2015, à la surprise générale la BNS interrompt sa stratégie et suspend le cours plancher de sa devise. Pourquoi une telle décision ? Il est probable que la BNS ait anticipé la décision de Mario Draghi, le patron de la BCE, de pratiquer un Quantitative Easing (injection de 60 milliards d'€ par mois dans les circuits bancaires et financiers de la zone €) pour repousser le risque déflationniste, ouvrant la voie à une dépréciation de l'€, laquelle a bien lieu actuellement.

Si la BNS avait maintenu son cours plancher, elle aurait été conduite à acheter encore plus de devises étrangères pour conserver au FS son cours plancher. Conséquence de ce revirement inattendu de la Banque Centrale helvétique, le Franc suisse s'est fortement apprécié depuis le début de l'année, prenant plus de 20 % en quelques jours.

Il n'en fallait pas davantage pour semer le trouble dans le secteur laitier. L'ampleur de l'appréciation du Franc suisse a entravé les exportations de produits laitiers, y compris ceux sous signes de qualité. Double peine, dans la mesure où, sur le marché intérieur, les productions laitières se trouvent désormais en concurrence avec celles qui sont importées à moindre coût du fait de l'appréciation de la monnaie helvétique. In fine, faute de débouchés, les prix continuent à diminuer dans le sillage de la sortie des quotas laitiers, fragilisant les exploitations laitières. Une estimation livrée par l'Interprofession laitière suisse indique que la perte de valeur ajoutée se situerait aux alentours de 20 millions de Francs Suisse. Le secteur des fromages apparaît comme celui étant le plus touché par l'appréciation du FS. Il s'ensuit que certaines Interprofessions, à l'instar de celle de l'Emmentaler, ont décidé de réduire les volumes produits, dans l'espoir de faire remonter les prix. Dans le même temps, les producteurs revendiquent des soutiens financiers pour sortir de ce marasme économique. Promotion des ventes, accentuation de la Loi chocolatière (subventions pour compenser les prix plus élevés en Suisse du beurre et du lait transformé en poudre), paiements directs, réduction des coûts (vétérinaires, charges administratives...), tel est l'arsenal actuel mis en place. Ah ! Une fois de plus, la régulation des marchés agricoles, notamment sous l'angle des volumes, avait quand même du bon, surtout lorsque, sortant des quotas, on ne se dote pas toujours d'instruments adaptés aux situations de crises ! Les producteurs de l'UE feraient bien de méditer sur ce thème...

**Contact : Thierry POUCH**

#### Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V  
75008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

Fax : 01 53 57 10 05

Email :

[accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

Siret 180070047 00014

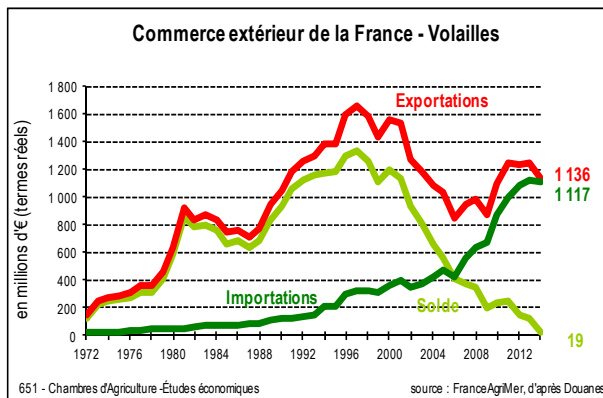
[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)

Avec la participation  
financière du CasDAR



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»

### Longue érosion des excédents en volaille



L'année 2014 s'est achevée sur un équilibre des échanges commerciaux français de viande de volailles. Voici une filière qui, en quelques années, est passée d'un excédent de près de 1,5 milliard d'€ à l'équilibre, 19 millions d'€. Pressions concurrentielles, notamment en provenance des producteurs brésiliens, allemands, belges, erreurs de stratégies industrielles, recherche des coûts les plus bas par les acheteurs de la restauration collective, autant de facteurs qui ont fragilisé la filière et in fine les emplois.

## En 2014, le Brésil devient le premier fournisseur de la Russie pour le porc

**Les exportations de l'UE en viande porcine se sont réduites drastiquement vers la Russie en raison de l'embargo imposé par ce pays. Les exportations brésiliennes bénéficient de cette situation. Globalement, les importations russes de viande ont globalement connu une chute importante en 2014 en raison de la dévaluation du rouble et de la dégradation de la situation économique.**

Un an après la mise en place d'un embargo sanitaire de la part de la Russie, à l'encontre des exportations européennes de porcs, les chiffres 2014 montrent la forte baisse des exportations de viande porcine de l'UE. De plus, depuis le mois d'août 2014, à l'embargo sanitaire s'est rajouté un embargo politique. En 2013, la Russie était la première destination des exportations européennes de porc vers pays tiers avec environ 750 000 tonnes, soit un quart des exportations extra-UE. En 2014, les exportations de l'UE-28 diminuent de plus de 90 % vers cette destination. La hausse des exportations vers l'Asie n'a pas permis de compenser totalement la perte de ce marché.

Globalement, les exportations de l'UE-28 de produits porcins (viande, abats, graisses, ...) diminuent entre 2013 et 2014 (- 5 %). Cependant, l'augmentation de la demande en Asie a permis à l'UE de limiter la baisse des exportations, d'autant plus que le taux de change de l'euro a été favorable. Certains pays d'Asie, ainsi que l'Amérique du Nord ont en effet été touchés par une épidémie porcine (DEP), ce qui a conduit à une baisse de leur production porcine et l'UE a su profiter de cette opportunité. Ainsi, les exportations de porcs vers le Japon (le 1<sup>er</sup> importateur mondial de viande porcine) augmentent de 32 % en 2014, vers la Corée du Sud et les Philippines, elles ont même doublé.

Exportations de viande porcine - UE vers pays tiers (en tonnes)

	2013	2014	Evolution 2013-2014
Chine	665 495	710 899	+ 7%
Hong Kong	387 126	405 225	+ 5%
Japon	231 601	305 898	+ 32%
Corée du Sud	103 055	213 442	+ 108%
Philippines	101 167	197 620	+ 96%
Ukraine	122 679	106 090	- 13%
Etats-Unis	60 260	84 606	+ 40%
Serbie	32 140	67 685	+ 110%
Russie	747 233	66 950	- 91%
Angola	61 273	66 794	+ 9%
Australie	44 509	62 699	+ 41%
Bielorussie	87 585	4 791	-95%
Autres	456 762	646 208	
Total UE-extra	3 100 884	2 938 907	-5%

Source DG AGRI - Commission Européenne

La Russie étant déficitaire en viande porcine s'est tournée vers d'autres pays pour augmenter son approvisionnement. Ainsi, ses importations de porcs en provenance du Brésil notamment, sont en forte hausse. Sur un an, elles augmentent quasiment de 40 % en volume et de 97 % en valeur. Les importations russes en provenance des États-Unis et du Canada progressent également (en lien avec les exportations du premier semestre).

Néanmoins, ces volumes supplémentaires ne permettent pas de compenser le déficit russe. En 2014, les importations de porcs de la Russie diminuent de 40 % par rapport à l'année précédente<sup>1</sup>. Même si les volumes supplémentaires brésiliens exportés vers la Russie ne représentent que 50 000 tonnes, ce pays devient le premier fournisseur de la Russie en produits porcins.

Exportations brésiliennes de porc en volume et en valeur pour 2014

Pays	Evolution 2013/2014		Evolution 2013/2014	
	Tonnes	en volume (%)	1000 US\$	en valeur (%)
Russie	186 594	38	810 506	97
Hong Kong	110 922	-9	278 996	-4
Angola	52 284	4	94 077	2
Singapour	32 288	12	95 224	15
Uruguay	20 836	-8	63 301	-1
Autres	91 304		246 893	
TOTAL	494 228	-4	1 588 997	17

Source Abipecs : Association brésilienne de l'industrie et des exportateurs dans le secteur porcine

Pour le Brésil, le marché russe est également essentiel. Il a occupé la première place des destinations brésiliennes pour leurs exportations de porcs en volume entre 2006 et 2010 puis en 2013 et en 2014. Même si le total des exportations porcines du Brésil vers les pays tiers diminue en 2014, il augmente en valeur, porté par la demande russe. Outre la place prépondérante du Brésil en viande de bœufs et de volailles, il faut donc également compter sur ce pays dans le secteur porcine. Même si les quantités de viande porcine au Brésil (3 Mt) restent largement inférieures à celles de la Chine (55 Mt en 2013), de l'UE (22 Mt) ou des États-Unis (11 Mt), le Brésil est le 4<sup>ème</sup> producteur mondial depuis le milieu des années 1990, devant la Russie (2 Mt en 2013). Il est également le 4<sup>ème</sup> exportateur mondial derrière l'UE, les États-Unis et le Canada. Selon l'USDA, la consommation brésilienne de porcs ne représente que 18 % de la production en 2013.

La hausse de la production de porcs devrait laisser davantage de volumes pour l'export car les Brésiliens privilégient la viande de bœufs ou de volailles. Les exportations brésiliennes de porcs ont bondi entre 2000 et 2002, et atteignent aujourd'hui environ 500 000 tonnes mais les problèmes sanitaires (fièvre aphteuse ; utilisation de promoteurs de croissance comme la ractopamine) et le manque d'infrastructures au Brésil restent un frein à l'exportation. D'ailleurs en janvier 2015, les ventes vers la Russie auraient diminué de 8,3 % selon la veille internationale réalisée par l'IFIP (l'Institut du porc). Ce recul serait également à mettre en lien avec la dégradation de la situation économique russe, d'autant plus que la dévaluation du rouble conduit à une baisse des importations russes en viande.

**Contact : Viviane PONS-THEVENOT**

**Pour en savoir plus :**

**Abipecs : Association brésilienne de l'industrie et des exportateurs dans le secteur porcine**  
**Centre de développement du porc au Québec**  
**Commission Européenne**  
**IFIP, l'Institut technique du porc**

<sup>1</sup> Source UBIFRANCE

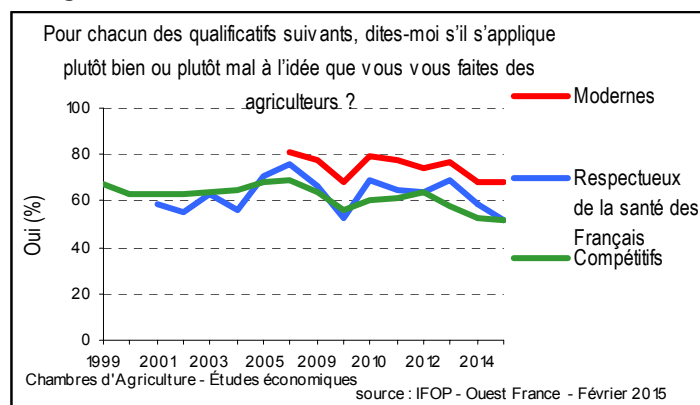
<http://www.ubifrance.fr/russie-federation-de/001B1500830A+russie-recul-de-40-des-importations-de-viande-porcine-en-2014-.html>

## Les Français et l'agriculture : popularité et malentendu

**Traditionnellement, au moment où se déroule le Salon de l'Agriculture paraissent des sondages sur l'opinion des Français au sujet des agriculteurs. Ils montrent tous que les agriculteurs sont populaires ; ce que confirme encore une fois les sondages réalisés en février 2015<sup>1</sup>. Tout va bien, donc, entre les agriculteurs et leurs concitoyens si ce n'est que les Français plébiscitent une agriculture telle qu'ils se la représentent et non pas tout à fait telle qu'elle est.**

### Mémoire courte (ou pardon rapide)

Le sondage de l'IFOP commandité par Ouest-France a l'intérêt d'être reconduit tous les ans depuis une quinzaine d'années ; cela permet d'avoir un regard de long terme sur le degré de popularité des agriculteurs (graphique 1). Il semble bien que la bonne opinion des Français vis-à-vis des agriculteurs soit une donnée structurelle. En 2015, les agriculteurs paraissent, aux yeux de leurs concitoyens, modernes (68), respectueux de la santé des Français (52) et compétitifs (52)... Peut-on espérer meilleure opinion ? A cela s'ajoute que le désamour est toujours bref. En 2009, lors de la crise laitière, certains éleveurs ont communiqué leur mécontentement leur désespoir, souvent- par une opération de communication forte : ils ont déversé des tonnes de lait dans la Baie du Mont Saint Michel. Cela a choqué de nombreux Français et les indices de popularité des agriculteurs se sont dégradés... mais de quelques points seulement (l'image des agriculteurs restant majoritairement positive) et pour peu de temps car dès 2010, ces indices renouaient avec leurs niveaux d'avant la crise. En 2013, "l'affaire Findus" (de la viande de cheval retrouvée dans des lasagnes commercialisées sous la marque "Findus") conduit à un recul de la popularité des agriculteurs qui s'est accentué en 2014 après les manifestations violentes de la fin de l'année (incendie de l'immeuble de la MSA à Morlaix, ragondins maltraités à Nantes). On verra si ce recul durera dans le temps. Dans le passé récent, comme on l'a vu, les Français ont vite oublié (ou vite pardonné) les images de violences produites par les agriculteurs.



### "L'ordre éternel des champs"

Le sondage d'Odoxa (pour "Le Parisien" et "Aujourd'hui en France") apporte un éclairage assez singulier sur le lien symbolique que les Français entretiennent avec l'agriculture (tableau 1). Un item inattendu fait partie du questionnaire : " Lorsque vous pensez à l'agriculture française, diriez-vous que c'est un secteur d'activité qui incarne les valeurs françaises ?" auquel 80 % des personnes sondées répondent "oui" ; ce qui voudrait dire qu'il pèse sur les agriculteurs une sorte d'impératif moral... C'est lourd à porter. On se souviendra, à lire les travaux de Bertrand Hervieu par exemple, que la Troisième République voulait faire des paysans les piliers de la République : « Faisons chausser aux paysans les sabots de la République, lorsqu'ils les auront chaussés , la République

sera invincible (Léon Gambetta)<sup>2</sup>. » Dans un registre tout aussi emphatique, Jules Méline, ministre de l'Agriculture de 1883 à 1885, assignait au monde paysan la défense « l'ordre éternel des champs ». Soixante dix ans après la fin de la Troisième République, cet impératif (injonction ?) moral semble encore présent dans la société française.

### Question d'image

**Lorsque vous pensez à l'agriculture française, diriez-vous que c'est un secteur d'activité ... ?**

*oui, tout à fait / oui, plutôt (en %)*

- indispensable à l'avenir de la France	91
- qui incarne profondément les valeurs françaises	80
- auquel vous êtes, à titre personnel, attaché	72
- qui inspire la confiance	66

Source : Harris - Groupama, Février 2015

Certes, les Français plébiscitent l'agriculture et reconnaissent aux agriculteurs toute sorte de qualités. Mais dans le fond, les Français adhèrent à une image de l'agriculture plus qu'à l'agriculture française telle qu'elle est. Un troisième sondage (Odoxa, "Le Parisien", "Aujourd'hui en France") met en lumière, lui aussi, la cote de popularité (les auteurs du sondage parlent d'une "cote d'amour") de l'agriculture française ; avec quelques bémols tout de même sur les questions environnementales et sur la sécurité sanitaire. Quel type d'agriculture dans l'avenir ? Les Français plébiscitent les "petites exploitations qui privilégient la qualité des produits" au détriment "de grandes exploitations qui privilégient la quantité pour rester compétitives" (tableau 2)... On s'étonnera du flou du questionnement (qu'est-ce que la qualité d'un produit agricole ?) et de ces entendements implicites (pour être compétitif, il faut produire beaucoup ?!). Au bout du compte, à la lecture de ces enquêtes d'opinion, il apparaît que ce dont les Français parlent aux sondages, c'est de leur représentation de l'agriculture française, d'une image (intemporelle, désincarnée, symbolique) plus que de l'agriculture française elle-même, dans sa réalité *hic et nunc* (ils n'ont aucune raison de bien la connaître). Et après tout qu'importe, l'essentiel étant que cette image soit positive ; cela évite le coût de campagnes de communication (qui, pour l'instant, prêchent des convaincus). Mais cette image n'empêche pas la survenue de conflits (qui mobilisent au-delà du voisinage) que peuvent rencontrer parfois les agriculteurs dans le développement de leur activité... Moments de retour au réel, difficiles pour les uns comme pour les autres.

Tableau 2

### Les Français et les agriculteurs %

**Selon vous, l'agriculture française doit plutôt parier ...**

- sur de petites exploitations qui privilégient la qualité des produits	87
- sur de grandes structures qui privilégient la quantité pour rester compétitives	12
- sans opinion	1

Source : Odoxa, Le Parisien, Aujourd'hui en France

### Contact : Didier CARAES

<sup>1</sup> IFOP pour Ouest-France : "Le baromètre d'image des agriculteurs. Vague 15", février 2015, échantillon : 1003 personnes, sondage en ligne, méthode des quotas" ; HARRIS pour Groupama : "Les Français et les agriculteurs", février 2015, échantillon de 1118 personnes, méthode des quotas, enquête en ligne ; ODOXA pour Le Parisien - Aujourd'hui en France : "Les Français et les agriculteurs", février 2015, échantillon : 1002 personnes, méthodes des quotas, enquête en ligne  
<sup>2</sup> Cité par Bertrand Hervieu (2004), "Une place singulière en Europe", in "Les promesses du Rural", Revue Projet 2003/2 (n° 274)

## Hausse de la consommation des produits bio en France

**La Bio poursuit son développement et accroît son rayonnement auprès des Français. A l'occasion d'une conférence de presse le mercredi 18 février 2015, l'Agence bio a dévoilé les derniers chiffres de la Bio en France. Les ventes de produits bio sont en hausse de 10 % en 2014 par rapport à 2013 et atteignent 5 milliards d'euros. Selon la 12<sup>ème</sup> édition du Baromètre de l'Agence bio du 22 au 28 janvier 2015 auprès de 500 Français, près de neuf personnes sur dix ont consommé bio en 2014 dont six sur dix régulièrement». La Bio fait désormais partie des habitudes des Français.**

### Consommation

D'après le nouveau Baromètre Agence Bio/CSA, la part des consommateurs bio en France est en hausse. 88 % des Français ont déclaré avoir consommé bio au moins occasionnellement en 2014 (contre 75 % en 2013), 62 % au moins une fois par mois (49 % en 2013). La fréquence de la consommation augmente. Les consommateurs bio ont de multiples raisons. Dans le trio de tête, on retrouve la préservation de la santé (62 %), de l'environnement (57 %) ainsi que la qualité et le goût des produits (48 %). Les fruits et légumes bio restent les produits les plus achetés des consommateurs en 2014 (79 %), suivis des produits laitiers (58 %), des produits d'épicerie (huiles, pâtes, riz) (48 %) mais aussi des œufs et des boissons (45 %), de la viande (33 %) et du pain (30 %). Les Français sont de plus en plus demandeurs de bio en restauration hors domicile. D'après le Baromètre, 73 % des actifs sont intéressés par des repas intégrant des produits bio sur leur lieu de travail, à la cantine ou au restaurant d'entreprise. 87 % des parents désirent des repas avec les produits bio à l'école.

### Production

En 2014 par rapport à 2013, le nombre de fermes en bio est en hausse de 4 % et atteint 26 478 correspondant à 5,5 % des fermes françaises maintenant plus de 63 500 emplois (UTA) soit 7 % des emplois agricoles. Sur la même période, la collecte de lait bio a augmenté de 7,7 %, celle de viande bovine de 15 %. La production d'œufs bio a progressé de 7 % et celle de poulets de chair bio de 10 %.

### Surfaces

En 2014 par rapport à 2013, la surface certifiée bio ou en conversion est également en hausse (+ 4 %) et se chiffre à 1,1 million d'hectares, soit plus de 4 % du territoire agricole. En 2007, la surface n'était qu'à 500 000 ha. Etienne Gangneron, Président de l'Agence bio et Président de la Chambre d'agriculture du Cher (18) a souligné que la France partage, avec l'Allemagne, la 3<sup>ème</sup> place de l'Union européenne en termes de surfaces bio derrière l'Espagne (1,6 million d'ha) et l'Italie (1,3 million d'ha).

Enfin, le secteur de l'agriculture biologique continue de séduire et de conquérir les Français. Pour répondre à une demande croissante des consommateurs bio, la production agricole bio française doit elle aussi augmenter. Dans le cas contraire, les distributeurs auront recours à des importations massives de produits à des prix inférieurs à ceux en vigueur sur le marché. Les soutiens aux agriculteurs biologiques doivent être à la hauteur des enjeux.

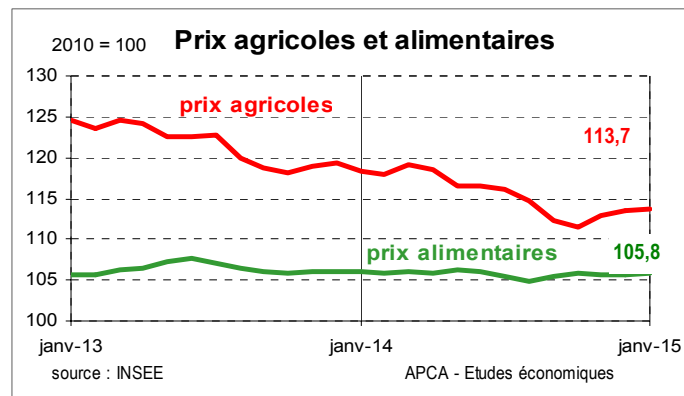
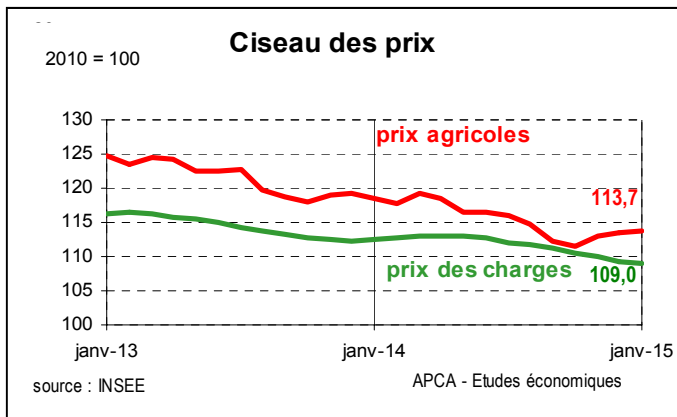
**Contact : Chantal ROVELLI**

*Pour en savoir plus :*

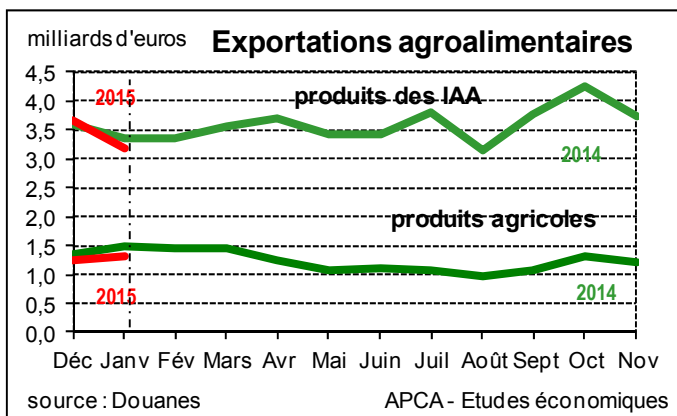
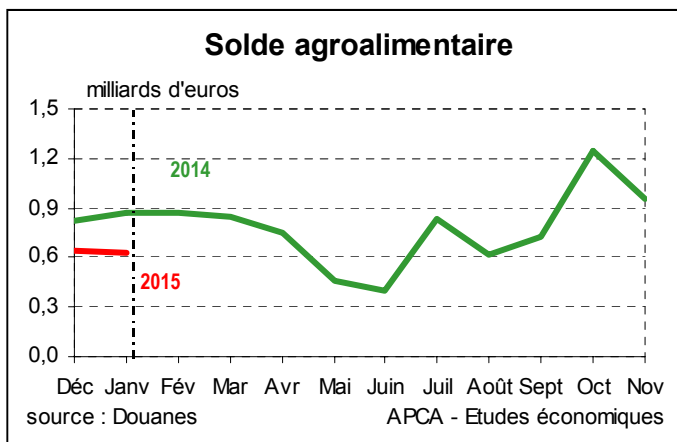
*Dossier de presse de l'Agence Bio : [http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/dp\\_conf\\_de\\_presse\\_18\\_02\\_2015\\_val.pdf](http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/dp_conf_de_presse_18_02_2015_val.pdf)*

### Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

9 avenue George V—75008 Paris  
Réalisation : Hafida FATAH



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,1	- 0,2	0,1
Prix agricoles	0,2	- 4,0	-8,8
Prix des charges	- 0,1	- 3,2	-6,2
Inflation	-1,0	- 0,4	0,3



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En janvier	Cumul annuel
2015	0,635	
2014	0,868	9,200